

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
CNW : code 01

Le DPCP annonce qu'il ne portera pas d'accusation dans le dossier de l'enquête indépendante instituée à la suite de l'événement du 19 mars 2016, survenu à Dolbeau-Mistassini, lors duquel un homme est décédé

Québec, le 24 janvier 2018 – Après examen du rapport d'enquête produit par le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) dans le cadre d'une enquête indépendante relative à l'événement entourant le décès par balle d'un homme survenu le 19 mars 2016, le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) conclut que les policiers de la Sûreté du Québec (SQ) impliqués dans cet événement n'ont commis aucune infraction criminelle.

Conformément à la directive [POL-1](#) du DPCP, l'examen du rapport d'enquête préparé par le SPVQ a été confié à un comité composé de trois procureurs. Ces derniers ont procédé à un examen exhaustif de la preuve afin d'évaluer si celle-ci révèle la commission d'infractions criminelles. Un procureur qui a participé à l'analyse du dossier a informé la famille de la personne décédée des motifs de la décision.

Critères à l'origine de la décision de poursuivre

En droit criminel, le fardeau de la preuve que doit satisfaire la poursuite est très exigeant. En raison du principe de la présomption d'innocence, la poursuite doit en effet faire une démonstration hors de tout doute raisonnable de la culpabilité de l'accusé devant le tribunal. Ainsi, après examen du rapport d'enquête, le procureur doit d'abord évaluer la suffisance de la preuve en tenant compte de l'ensemble de la preuve admissible, y compris celle qui pourrait soutenir certains moyens de défense. À l'issue de cette analyse, le procureur doit être raisonnablement convaincu de pouvoir établir la culpabilité du prévenu. Le cas échéant, il considère aussi les critères relatifs à l'opportunité d'engager une poursuite au regard de l'appréciation de l'intérêt public.

La norme applicable à la décision d'entreprendre une poursuite est prévue dans la directive [ACC-3](#) du DPCP. La plupart des poursuivants publics au Canada disposent de directives qui imposent une norme semblable. Par ailleurs, les tribunaux reconnaissent que cette norme est plus exigeante que celle des simples motifs raisonnables et probables de croire qu'une personne a commis une infraction. Ils estiment aussi qu'un seuil moins élevé permettant l'introduction d'une poursuite serait incompatible avec le rôle du poursuivant en sa qualité d'officier de justice responsable d'assurer le respect et la recherche de la justice, puisque la responsabilité première du procureur consiste en effet à s'assurer que justice soit rendue. Conséquemment, le procureur ne cherche pas à obtenir une condamnation à tout prix et doit éviter de porter des

accusations si la preuve est insuffisante. Le procureur doit procéder à une appréciation professionnelle du fondement juridique d'une poursuite et ce n'est pas son opinion personnelle sur la culpabilité qui importe. Son examen doit demeurer objectif, impartial et critique. La décision de poursuivre ou non est une décision discrétionnaire prise par le procureur dans l'exécution de ses obligations professionnelles sans crainte d'ingérence judiciaire ou politique et sans céder à la pression médiatique. Par ailleurs, ce n'est pas la tâche du procureur de se prononcer sur une possible faute civile ou déontologique. Il ne cherche que les éléments qui lui permettent de conclure qu'un acte criminel a été commis et de déterminer s'il peut raisonnablement en faire la preuve. Il ne lui appartient pas non plus de formuler des commentaires ou des recommandations concernant les méthodes d'intervention policière.

Événement du 19 mars 2016

Le rapport d'enquête du SPVQ établit les circonstances de la mort par balle d'un homme, le 19 mars 2016, lors d'une intervention de la SQ à Dolbeau-Mistassini.

Vers 9 h 57, les policiers de la SQ interviennent dans une maison à la suite de la réception d'une plainte d'introduction par effraction. Dans les minutes qui suivent, les services d'urgence reçoivent un autre appel d'un citoyen pour leur faire part de son inquiétude concernant un homme au comportement suspect qui se trouve au volant d'un véhicule stationné en bordure de la route. Il fournit une description du véhicule, ce qui permet aux policiers de faire rapidement le lien avec l'introduction par effraction.

Vers 10 h 7, un policier en patrouille aperçoit le véhicule suspect circuler sur la route. L'homme accélère subitement alors que le policier se trouve derrière lui. Les deux véhicules se retrouvent dans une rue qui se termine en cul-de-sac. La voiture du suspect s'enlise dans la neige. Le policier sort de son véhicule et tente de parler à l'homme qui essaie de repartir. Une altercation physique s'ensuit et le policier l'asperge de poivre de Cayenne. L'homme réussit tout de même à fuir et repart dans son véhicule.

Un deuxième policier, qui a reçu l'information sur les ondes radio indiquant que l'homme est incontrôlable et qu'il se dirige dans sa direction, déploie un tapis à clous pour essayer d'arrêter la fuite de l'individu. Ce dernier arrive au niveau du tapis à clous, freine et regarde le policier qui se trouve sur un banc de neige. Le suspect crie au policier et pointe une arme vers lui. Le policier fait alors feu dans sa direction. L'homme contourne le tapis à clous et continue sa route.

Deux autres policiers en patrouille entendent également sur les ondes que l'homme s'est battu avec un policier et qu'il a pointé une arme vers un autre. Ils savent que le suspect se dirige vers eux et qu'il se rapproche d'un coin plus peuplé. Ils stationnent alors leur véhicule dans l'entrée d'une maison. Comme ils ignorent à quelle distance d'eux se trouve le véhicule, ils ne peuvent pas installer de tapis clouté ou utiliser leur véhicule comme barricade. Lorsqu'ils voient la voiture du suspect arriver dans leur direction, ils font feu à plusieurs reprises vers lui. Ce dernier continue sa route pendant plusieurs

kilomètres avant de perdre une semelle de roue et terminer sa course dans un banc de neige. Le duo de policiers qui est intervenu précédemment le suit.

L'homme sort alors du véhicule qui est encore en mouvement. Il porte un casque de motoneige et tient une carabine. Il court vers une résidence familiale. Les deux policiers voient des voitures stationnées dans l'entrée de la maison. L'homme frappe à la porte d'entrée à coups de pieds, son arme toujours en main. Un des deux policiers fait feu une seule fois. L'homme est atteint et s'écroule. Les ambulanciers arrivent et prodiguent les premiers soins. Son décès sera constaté à l'hôpital, la même journée.

Les faits rapportés par les policiers sont appuyés par l'ensemble de la preuve produite dans le cadre de l'enquête, notamment par des témoins civils et par la reconstitution des événements par les techniciens en scène de crime.

Dans la présente affaire, le DPCP est d'avis que les conditions énumérées à l'article 25 du *Code criminel* sont remplies. Cette disposition accorde une protection à l'agent de la paix qui emploie la force dans le cadre de l'application ou l'exécution de la loi pourvu qu'il agisse sur la foi de motifs raisonnables et probables et qu'il utilise seulement la force nécessaire dans les circonstances. Cette disposition précise qu'il est interdit au policier d'utiliser une trop grande force, c'est-à-dire une force susceptible de causer la mort ou des lésions corporelles graves ou visant un tel but, à moins qu'il ne croie que cette force soit nécessaire afin de le protéger ou de protéger toute autre personne sous sa protection contre de telles conséquences.

Les tribunaux ont clairement établi que l'utilisation de la force ne devait pas être appréciée par rapport à une norme de perfection, puisque les policiers sont souvent appelés à agir en urgence dans des situations explosives et en évolution rapide. À cet égard, on ne s'attend pas à ce que le policier mesure le degré de force appliquée avec précision. En outre, les policiers ne sont pas tenus d'utiliser uniquement le minimum de force nécessaire à l'atteinte de leur objectif, mais le degré de force employée doit être évalué en fonction des critères de proportionnalité, de nécessité et de raisonnable en tenant compte du contexte particulier de chaque affaire. Une utilisation de la force juridiquement acceptable est celle qui n'est pas gratuite et qui est appliquée de façon mesurée.

L'intervention était légale. Elle se fonde principalement sur le devoir imposé aux policiers d'assurer la sécurité et protéger la vie des personnes. Les policiers croyaient qu'ils avaient des motifs raisonnables d'estimer que la force appliquée contre l'homme était nécessaire pour leur protection ainsi que celle d'autres personnes contre la mort ou des lésions corporelles graves. Considérant l'ensemble de la preuve, le DPCP estime que cette croyance était plausible et qu'elle s'appuyait sur des motifs raisonnables.

Lignes directrices sur la publication des motifs

Le DPCP a adopté en décembre 2015 des [lignes directrices](#) qui autorisent et encadrent la publication des motifs qui étayent sa décision de ne pas porter

d'accusation dans certains dossiers. La publication de ce type de motifs revêt un caractère exceptionnel qui repose non seulement sur des considérations de nature juridique, mais aussi sur l'importance de respecter la vie privée et la réputation des victimes ainsi que des personnes qui font l'objet d'une enquête lorsque la preuve est insuffisante pour permettre le dépôt d'accusations criminelles.

Ces lignes directrices justifient la publication des motifs d'une décision de ne pas porter d'accusation dans la plupart des dossiers d'enquête indépendante, c'est-à-dire lorsqu'une personne décède, subit une blessure grave ou est blessée par une arme à feu utilisée par un policier lors d'une intervention policière ou lors de sa détention par un corps de police. Outre la nature et les circonstances particulières de ce type d'événement, ces affaires peuvent être déjà, en tout ou en partie, du domaine public, puisque le ministère de la Sécurité publique diffuse systématiquement un communiqué dans les heures suivant les événements impliquant les enquêtes indépendantes. Il faut considérer aussi le fait que les policiers sont investis par l'État de pouvoirs exceptionnels dans l'exercice de leurs fonctions liées à la préservation de la sécurité publique, à la protection des membres du public et à la répression du crime. Ils peuvent notamment recourir à la force nécessaire, voire mortelle, contre un de leurs concitoyens. Les policiers sont imputables de l'exercice de ces pouvoirs dont l'attribution repose d'ailleurs sur le maintien d'un haut niveau de confiance de la part du public.

Le Directeur des poursuites criminelles et pénales

Le DPCP fournit, au nom de l'État, un service de poursuites criminelles et pénales indépendant, contribuant à assurer la protection de la société, dans le respect de l'intérêt public et des intérêts légitimes des victimes. Pour en savoir davantage : www.dpcp.gouv.qc.ca.

Source :
M^e Jean Pascal Boucher
Porte-parole
Directeur des poursuites criminelles et pénales
418 643-4085